

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**MAPA RESTREINTE**

Phase candidature

**TRAVAUX D'AMÉLIORATION DES INSTALLATIONS  
TECHNIQUES DU DATA CENTER SITUE SUR LE SITE DU  
DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (MEAE) A  
NANTES**

**N° PROCEDURE : MEAE\_26009\_DIL**

**DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES :**

**23/03/2026 à 12H00**

**MAITRE D'OUVRAGE**

**Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE)**

Direction des Immeubles et de la Logistique

Mission France (DGAM / DIL / MFR)

Localisation

Immeuble SPALLIS, 2 rue Michel Faraday

93200 Saint-Denis

Adresse postale :

57, boulevard des Invalides

75007 PARIS

## ***Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, pleinement engagé pour des achats durables et responsables***

Au travers de ses achats, le ministère affirme son adhésion à des valeurs d'égalité et au respect de l'environnement.

L'enjeu majeur d'aujourd'hui et de demain, pour nos services comme pour nos prestataires, est de s'inscrire dans des pratiques vertueuses.

La réglementation relative aux marchés publics amène les acheteurs à traduire, dans l'expression de leurs besoins, des objectifs et des engagements en termes :

- d'insertion sociale et de lutte contre les discriminations,
- d'égalité, de parité et de diversité,
- de considérations et dispositions environnementales.

A ce titre, le ministère entend, par son plan d'action pour des achats publics durables :

- assurer l'exemplarité de l'État dans l'application des principes d'égalité et de responsabilité sociétale des entreprises (RSE),
- faire avancer l'égalité entre les femmes et les hommes et la diversité au sein de la communauté de travail du ministère et de ses prestataires,
- augmenter la part des achats durables à travers la mise en place de bonnes pratiques, d'actions pérennes et mesurables.

Le ministère est sensible aux actions conduites par ses prestataires dans ces domaines au sein de leurs entreprises. Il est aussi attentif aux choix de ses contractants et au suivi des engagements pris pour la réalisation des prestations.

\*\*\*\*\*



Depuis 2017, le ministère détient le label « *Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes* » décerné par l'Agence française de normalisation (AFNOR), et depuis novembre 2023, le label « *Diversité* ».

Ces labels ont pour objectif de prévenir les discriminations et de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les secteurs public et privé, en matière de gestion des ressources humaines et dans le cadre des relations avec les fournisseurs, les partenaires et les usagers.

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>GENERALITES</b>	<b>4</b>
1.1	OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.2	ALLOTISSEMENT	4
1.3	CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE CONSULTATION	5
1.4	PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC	5
1.5	FORME DU MARCHE PUBLIC	5
1.6	TYPE DE PRESTATIONS ET NOMENCLATURE	5
1.7	DUREE DU MARCHE PUBLIC	5
1.8	MONTANT PREVISIONNEL	5
1.9	TRANCHE FERME	6
1.10	VARIANTES	6
1.11	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	6
1.12	LIEUX D'EXECUTION	6
1.13	LANGUE	6
1.14	MAITRISE D'ŒUVRE ET AUTRES MISSIONS	6
1.15	RESPONSABILITES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES	7
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>CANDIDATURES</b>	<b>8</b>
2.1	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION - CANDIDATURE	8
2.2	RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION (PHASE CANDIDATURE)	8
2.3	FORME DES CANDIDATURES	8
2.4	PLI DES CANDIDATS	8
2.5	CONDITIONS DE REMISE DES PLIS	11
2.6	DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES	13
2.7	MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION	13
2.8	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
2.9	SELECTION DES CANDIDATURES	14
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>OFFRES</b>	<b>17</b>
3.1	CRITERES ET JUGEMENT DES OFFRES	17
3.2	DELAI DE VALIDITE DES OFFRES	18
3.3	VISITE DE SITE	18
3.4	CONFIDENTIALITE ET SECURITE DU SITE ET DES SYSTEMES D'INFORMATIONS	18
3.5	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18
3.6	JURIDICTION COMPETENTE	19

## ARTICLE 1. GENERALITES

---

### 1.1 OBJET DE LA CONSULTATION

---

La consultation a pour objet les travaux de sécurisation des installations techniques de locaux informatiques sur le site de Nantes du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

### 1.2 ALLOTISSEMENT

---

Conformément à l'article L.2113-10 du code de la commande publique, le présent marché se décompose en 3 lots suivants.

- **Lot 01 : climatisation -ventilation**
  - Chauffage ventilation climatisation désenfumage
  - Plomberie et défense Incendie
  - Travaux en sous-section 4
  
- **Lot 02 : électricité - GTC**
  - Electricité Courants forts / courants faibles
  - GTC
  - Groupe électrogène
  - Travaux en sous-section 4
  
- **Lot 03 : Tout corps d'état dont second œuvre (hors fluides)**
  - Gros œuvre
  - Menuiseries extérieures
  - Serrurerie – Métallerie – Cloisons vitrées
  - Cloisons -Doublage
  - Menuiseries intérieures – Agencement
  - Sols durs / sols souples
  - Peinture – Revêtement muraux
  - Plafonds suspendus
  - Planchers techniques
  - Travaux en sous-section 4
  - Travaux en sous-section 3

Le candidat devra présenter une candidature et une offre par lot. Un candidat peut répondre à tous ou partie des lots. Elle fournira un acte d'engagement par lot.

### **1.3 CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE DE CONSULTATION**

---

- Date limite de remise des candidatures : 23 mars 2026
- Envoi du DCE phase offres aux candidats sélectionnés : 10 avril 2026
- Date limite de remise des offres : 26 mai 2026
- Analyse des offres et négociation des offres : 11 juin au 26 juin 2026
- Signature du marché : 28 Aout 2026

### **1.4 PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE PUBLIC**

---

La consultation est engagée sous la forme d'une procédure adaptée et conformément à l'article L2123-1 et R 2123-1 à R2123-7 du code de la commande publique.

### **1.5 FORME DU MARCHE PUBLIC**

---

Le marché public issu de la présente consultation est traité à prix global et forfaitaire.

### **1.6 TYPE DE PRESTATIONS ET NOMENCLATURE**

---

Les codes CPV des prestations des marchés publics sont les suivants, :

- 45259900 - Modernisation d'installation
- 44115200 - Matériel de plomberie et de chauffage
- 31121000 – groupe électrogène
- 45410000-4 - Travaux de plâtrerie
- 45420000-7 - Travaux de menuiserie et de charpenterie
- 45430000-0 - Revêtement de sols et de murs
- 45440000-3 - Travaux de peinture et de vitrerie

La présente liste est non exhaustive.

### **1.7 DUREE DU MARCHE PUBLIC**

---

La durée du marché est de 24 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Le programme d'exécution des travaux mentionnera le calendrier d'exécution des travaux précisant la date de démarrage des travaux et leur durée d'exécution.

### **1.8 MONTANT PREVISIONNEL**

---

Le montant prévisionnel global du marché est estimé à 1 491 000 €HT (valeur janvier 2026).

Répartition des montants par lot :

- Lot 1 : 841 000 €HT et 140 000 €HT pour les prestations supplémentaires
- Lot 2 : 256 000 €HT
- Lot 3 : 254 000 €HT

## 1.9 TRANCHE FERME

---

Le marché n'est pas décomposé en tranches.

## 1.10 VARIANTES

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'autoriser les variantes à la phase offre.

## 1.11 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)

---

L'acheteur se réserve la possibilité de demander des PSE à la phase offre.

## 1.12 LIEUX D'EXECUTION

---

Les prestations de travaux objets du présent marché sont réalisées à l'adresse suivante :

<b>Bâtiment Breil 3, 28 rue de Malville à NANTES (44036)</b>
--

## 1.13 LANGUE

---

Dans le cadre de la passation puis de l'exécution du marché, la langue utilisée est le français.

## 1.14 MAITRISE D'ŒUVRE ET AUTRES MISSIONS

---

- a) **Maîtrise d'œuvre assurée par les 3 bureaux d'études** suivants :
- BET Climatisation - Ventilation :
    - **GROUPE CETAB** - 6 passage Tenaille, 75014 PARIS
    - Email : [cetab.paris@cetab.fr](mailto:cetab.paris@cetab.fr)
  - BET Electricité - GTC :
    - **C3E ENVIRONNEMENT** – 6 passage Tenaille, 75014 PARIS
    - Email : [c3e@c3e-environnement.fr](mailto:c3e@c3e-environnement.fr)
  - BET TCE dont SECOND ŒUVRE (hors fluides) :
    - **CETRAC INGENIERIE** – 3 rue Jacques Brel, 44814 SAINT-HERBLAIN
    - Email : [cetrac.nantes@cetrac.fr](mailto:cetrac.nantes@cetrac.fr)
- b) **Mission d'OPC** (Ordonnancement, Pilotage et Coordination)
  - **CETRAC INGENIERIE** – 3 rue Jacques Brel, 44814 SAINT-HERBLAIN
  - Email : [cetrac.nantes@cetrac.fr](mailto:cetrac.nantes@cetrac.fr)
- c) **Mission d'assistance à la maîtrise d'ouvrage AMO Amiante**
  - **YAMO CONSEILS** – 4 impasse Claude Nougaro, 44800 SAINT-HERBLAIN
  - Email : [yamoconseils@quarco.fr](mailto:yamoconseils@quarco.fr)
- d) **Mission de contrôleur technique (CT)**  
Éléments de mission : LE, LP, HYSa, STI, PS, F, Pha, HAND, VIEL, Attestation acoustique, Vérification des installations d'extinction gaz, PV.
  - **SOCOTEC CONSTRUCTION** – 2 avenue Jacques Brel, 44000 Nantes
  - Email : [yassir.gourram@socotec.com](mailto:yassir.gourram@socotec.com)

- e) **Mission de coordination sécurité et protection de la santé (CSPS)** de niveau 2 :  
- **SOCOTEC CONSTRUCTION** – 2 avenue Jacques Brel, 44000 Nantes  
- Email : [isabelle.demeillers@socotec.com](mailto:isabelle.demeillers@socotec.com)

## **1.15 RESPONSABILITES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES**

---

Le MEAE souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'achats responsables. Aussi, les candidats sont informés que des considérations environnementales et sociales seront prises en compte dans le cadre de cette consultation. Elles seront assorties de pénalités.

### **1.15.1 CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**

#### Gestion des déchets :

Il n'y a pas de place sur site pour positionner des bennes de tri communes.

Le tri et l'enlèvement des déchets seront à la charge de chaque titulaire du lot, à réaliser de façon quotidienne.

Le chantier est soumis à la REP PMCB – Responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du bâtiment – également appelée REP Bâtiment.

Elle est issue de la loi AGEC du 10 février 2020 afin de lutter contre les dépôts sauvages, de favoriser le développement de l'économie circulaire ainsi que l'écoconception.

Cela a pour objectif d'inciter à la réalisation du tri des déchets à la source dans la continuité des obligations qui imposent au MOA d'effectuer un tri sur le fondement de l'article L541-21-2 du Code de l'environnement. Le tri doit prendre en considération les 7 flux définis par le décret 2021-950 à savoir : Déchets de papier/carton, Métal, Plastique, Verre, Bois, Fractions minérales, Plâtre.

Il est de la responsabilité de chaque entreprise de mettre à disposition et de veiller à ce que ces équipes mettent en place et appliquent les obligations liées au chantier REP PMCB.

### **1.15.2 CLAUSES SOCIALES**

#### Diversité et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le MEAE s'engage pour la prévention des discriminations, la diversité et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Il met en œuvre, dans ce cadre, un plan d'action en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, un dispositif de « Tolérance zéro » vis-à-vis de toute discrimination, harcèlement moral comme sexuel, violence sexuelle et agissement sexiste, ainsi que des mesures visant notamment à promouvoir l'insertion des personnes en situation de handicap.

Il s'inscrit dans une démarche de labellisation « Diversité » et « Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes » de l'AFNOR.

Le suivi de cette clause est réalisé par le représentant du pouvoir adjudicateur, qui s'assure principalement de son effectivité et de son actualisation.

Le questionnaire sont complétés par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition par l'Administration gratuitement à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

## ARTICLE 2. CANDIDATURES

---

### 2.1 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION - CANDIDATURE

---

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- A1 – 26009 - Règlement de Consultation – phase candidature
  - A1.1 – 26009 - Annexe – Cadre de réponse – Présentation des compétences ;
  - A1.2 – 26009 - Annexe – Cadre de réponse – Présentation des références (.xlsx);
  - A1.3 – 26009 - Annexe – Cadre de réponse – Présentation des références (.ppt) ;
  - A1.4 --. 26009 – Engagement confidentialité et sécurité des systèmes d'informations (document qui sera rajouté en cours de consultation au plus tard le 02/03/2026).
- B0 – 26009 - Fiche de présentation du projet.
- B0 – 26009\_NOC - NOTE ORGANISATION DE CHANTIER phase DCE\_v4\_Tvx Nuit

### 2.2 RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION (PHASE CANDIDATURE)

---

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique, sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

### 2.3 FORME DES CANDIDATURES

---

Les opérateurs peuvent présenter des candidatures individuelles ou, conformément aux dispositions de l'article R.2142-19 et 20 du code de la commande publique, sous forme groupée.

Aucune forme de groupement n'est imposée au stade la présentation de la candidature et/ou de l'offre.

Toutefois, en cas de groupement, le groupement qui est déclaré titulaire doit être de forme conjointe avec mandataire solidaire des autres membres du groupement pour l'exécution de leurs obligations contractuelles.

Par ailleurs, un même opérateur économique ne peut être mandataire de plus d'un groupement dans le cadre marché (lot).

L'assurance du mandataire devra couvrir les responsabilités attachées à cette fonction.

### 2.4 PLI DES CANDIDATS

---

#### 2.4.1 PIECES A FOURNIR PAR TOUS LES CANDIDATS

##### 2.4.1.1 APTITUDE DES OPERATEURS ECONOMIQUES

1. Une **lettre de candidature** indiquant :

- les nom, adresse, numéros de téléphone et de télécopie du siège du candidat,



- les raison sociale, forme juridique et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat, sinon le numéro de TVA intracommunautaire.

Les documents permettant de justifier de la qualité du signataire à engager le candidat sont les suivants :

**Si le signataire est le représentant légal de l'opérateur économique :**

- le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce, faisant clairement apparaître son identité,
- ou toute autre pièce (statuts de la société, etc.) justifiant valablement la qualité de représentant légal de la société du signataire.

**Si le signataire n'est pas le représentant légal de l'opérateur économique :**

- le pouvoir en vigueur, signé par le représentant légal attestant de la capacité du signataire à représenter l'opérateur économique,
- et le justificatif de l'inscription au registre de la profession ou au registre de commerce faisant clairement apparaître l'identité du représentant légal.

2. Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du Code de la commande publique.
3. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements l'autorisant à poursuivre son activité dans le cadre d'un plan de redressement

Les candidats remettent les DC1 et DC2 disponibles ici <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Les rubriques considérées desdits formulaires devront être renseignées et complétées de telle sorte que les informations ci-avant sollicitées soient bien fournies.

#### 2.4.1.2 CAPACITES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Déclaration sur l'honneur (Formulaire DC2 ou équivalent) concernant le chiffre d'affaires annuel global, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (pour le candidat individuel ou chaque membre du groupement).

Si le candidat est en redressement judiciaire ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet est jointe à la déclaration.

Le niveau de capacité financière exigé est :

- lot 1 : 500 000 € TTC
- lot 2 : 250 000 € TTC
- lot 3 : 250 000 € TTC

#### 2.4.1.3 CAPACITES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELLES

Les références demandées ci-dessous constitueront des indicateurs permettant au Maître d'Ouvrage d'établir une analyse technique des candidatures et des compétences des candidats.

Le nombre de références maximum à présenter par lot est limité à :

- Une **sélection de 5 références maximum** concernant des marchés comparables à ceux objet de la présente consultation précisant pour chaque référence présentée, la nature de l'opération, le maître d'ouvrage, la nature des travaux, et le rôle tenu par le candidat, l'importance de l'opération et l'année de réalisation. Les références devront dater de moins de 7 ans.

Seront notamment appréciées des références sur :

- Des chantiers de travaux similaires à ceux demandés ;
- Des chantiers en site occupé ;
- Des chantiers soumis à habilitation ;
- Des chantiers d'envergure similaire.

Ces références doivent être renseignés dans le fichier « A1.3 - Cadre de réponse - Références PPT ».

Tout autre document tel que dossier d'œuvre ou plaquette publicitaire, ne sera pas soumis à examen et est donc sans objet.

Conformément aux articles R.2143-11 et R.2143-12 du Code de la commande publique, pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats, même s'il s'agit d'un groupement ou d'un sous-traitant, peuvent demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et les candidats. Dans ce cas, **il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.**

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à l'exclusion des capacités techniques et professionnelles, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
  - D'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
  - Et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète. Le Pouvoir Adjudicateur se laisse la possibilité de demander aux candidats de compléter leur dossier de candidature sur des éléments manquants de celui-ci dans un délai qui sera imposé à la demande de complément.

### **2.4.2 PIECES A FOURNIR EN CAS DE GROUPEMENT**

En cas de groupement, doivent être impérativement joints :

- La lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants datée et signée en original :
  - soit par la personne (le mandataire) ayant le pouvoir d'engager le groupement ; en cette hypothèse, une habilitation du mandataire à le représenter, datée et signée par une personne compétente à l'effet d'engager le candidat, est produite par chacun des autres membres du groupement ;
  - soit par l'ensemble des entreprises groupées : dans ce cas, la lettre est signée par les personnes ayant le pouvoir d'engager chaque membre du groupement.
- Pour chacun des membres du groupement : l'ensemble des pièces demandées à l'article 2.4.1.

### **2.4.3 PIECES A FOURNIR EN CAS DE SOUS-TRAITANCE**

Si les candidats envisagent de recourir à la sous-traitance, doivent être impérativement joints pour chacun des sous-traitants :

1. La nature des prestations sous-traitées, sans aucune indication relative à leur montant ;
2. un document indiquant le nom, prénom et qualité de la personne compétente pour engager l'opérateur pour le compte duquel il agit, ainsi que la raison sociale, forme juridique, adresse du siège social et le cas échéant le numéro d'immatriculation au registre du commerce ou le numéro SIREN du candidat, sinon le numéro de TVA intracommunautaire ;
3. L'ensemble des pièces demandées à l'article 2.4.1

## **2.5 CONDITIONS DE REMISE DES PLIS**

Le dépôt électronique des plis s'effectue exclusivement sur le site (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats trouveront sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) un « guide utilisateur » téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plateforme des achats de l'État, notamment les prérequis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plateforme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plateforme ;
- Assistance téléphonique ;

- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plateforme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plateforme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

#### Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plateforme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Conformément à l'article R. 2151-6 du code de la commande publique, le soumissionnaire transmet sa candidature en une seule fois. Si plusieurs dossiers de candidature sont successivement transmis par un même candidat, seul est ouvert le dernier dossier reçu par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des candidatures.

En cas de prolongation du délai de validité des candidatures, une demande sera faite exclusivement sur PLACE à tous les candidats. Les soumissionnaires devront approuver ou non cette prolongation dans un délai imparti, sur PLACE.

L'acheteur pourra poursuivre la procédure avec les seuls soumissionnaires ayant accepté la demande de prolongation du délai de validité des candidatures.

## 2.6 DATE LIMITE DE RECEPTION DES CANDIDATURES

---

Les plis doivent parvenir avant le :

**23/03/2024 à 12h00**

**(Heure de Paris)**

Les plis qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixée ci-dessus, sont inscrits au registre de dépôt mais ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

Les copies de sauvegarde qui parviendraient hors délai seront détruites sans avoir été examinées.

## 2.7 MODIFICATIONS DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. En ce cas, celles-ci sont communiquées au plus tard **le 16/03/2026**. Les candidats doivent répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir émettre aucune réclamation.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des candidatures est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les candidats qui auront téléchargé le dossier de consultation en s'identifiant préalablement sur la plateforme du pouvoir adjudicateur sont informés des modifications apportées au dossier de candidature par un courriel adressé par la plateforme les invitant à se connecter pour venir les retirer.

## 2.8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

---

Toute demande de renseignements sur le dossier de consultation doit faire l'objet d'une demande via la plateforme à l'adresse ci-dessous :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2949293&orgAcronyme=c8v>

Les candidats adressent leur demande **le 12/03/2026** au plus tard. Aucune demande ne sera acceptée au-delà de cette date.

Le maître d'ouvrage communique aux candidats les réponses aux renseignements complémentaires demandés **le 16/03/2026**.

Les candidats qui ont téléchargé le dossier de consultation en s'identifiant préalablement sont informés du dépôt de renseignements complémentaires sur la plateforme du maître d'ouvrage par un courriel adressé par la plateforme les invitant à se connecter pour venir les retirer.

## 2.9 SELECTION DES CANDIDATURES

### 2.9.1 LIMITE DU NOMBRE DE CANDIDAT ADMIS A NEGOCIER

Conformément à l'article R.2142-15 du Code de la commande publique, **le pouvoir adjudicateur sélectionne 5 candidats.**

Conformément à l'article R2142-18, lorsque le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection est inférieur au nombre minimum indiqué, l'acheteur peut poursuivre la procédure avec ces candidats.

Avant de procéder à l'examen et à la sélection des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces visées à l'article 2.4.1 du présent règlement de la consultation sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai qui sera précisé dans la demande de compléments.

Les candidats doivent déposer leurs compléments de candidatures sur la plateforme.

Les candidatures sont ensuite examinées conformément aux dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique.

Le niveau minimum de compétences est le suivant :

LOT 01 : CLIMATISATION - VENTILATION	
Compétences obligatoires	Qualifications obligatoires
<b>Travail en SS4</b> Chauffage Ventilation Climatisation Désenfumage Plomberie et Défense Incendie Electricité Courants forts / courants faibles	<b>Attestation de compétence amiante sous-section 4</b> <b>Attestation d'assurance couvrant la réalisation des prestations de l'opération et intégrant notamment la RCP spécifique à la gestion du risque amiante, dans le domaine de compétence considéré.</b> <b>Qualibat 5413</b> : Climatisation (Technicité supérieure) Installations d'aéraulique et de conditionnement d'air. <b>Qualibat 5433</b> : Ventilation (Technicité supérieure) - Installations d'aéraulique et de conditionnement d'air. <b>Qualibat 5112</b> : Plomberie - sanitaire (Technicité confirmée) <b>Habilitation électrique nécessaire à la réalisation des prestations de l'opération</b>

LOT 02 : ELECTRICITE - GTC	
Compétences obligatoires	Qualifications obligatoires
<b>Travail en SS4</b> Electricité Courants forts / courants faibles GTC Groupe électrogène	<b>Attestation de compétence amiante sous-section 4</b> <b>Attestation d'assurance couvrant la réalisation des prestations de l'opération et intégrant notamment la RCP spécifique à la gestion du risque amiante, dans le domaine de compétence considéré.</b> <b>Qualifélec E3</b> : Installations électriques - indice E3 <b>Qualifélec CF2-CF3</b> : Courants faibles <b>Qualibat 5511</b> : Installation de systèmes de Gestion Technique Centralisée (GTC) <b>Habilitation électrique nécessaire à la réalisation des prestations de l'opération</b>

LOT 03 : TCE dont SECOND ŒUVRE (hors fluides)	
Compétences obligatoires	Qualifications obligatoires
Travail en SS4 Travail en SS3 Gros Œuvre Menuiseries extérieures Serrurerie - Métallerie - Cloisons vitrées Cloisons – Doublage Menuiseries intérieures – Agencement Sols durs / sols souples Peinture – Revêtement muraux Plafonds suspendus Planchers techniques	<b>Attestation de compétence amiante sous-section 4</b> <b>Qualibat 1552 (ou équivalent)</b> : Traitement de l'amiante <b>Attestation d'assurance couvrant la réalisation des prestations de l'opération et intégrant notamment la RCP spécifique à la gestion du risque amiante, dans le domaine de compétence considéré.</b> <b>Habilitation électrique nécessaire à la réalisation des prestations de l'opération</b>

Pour chaque compétence, le candidat doit en apporter la justification par un dossier documenté (certificats / attestations / qualifications de type RGE – OPQIBI – Qualibat – Qualifelec ou équivalent de ces qualifications, formations, CV références, etc.).

Les CV des individus figurant dans les dossiers correspondent aux personnes effectivement présentes sur le chantier. En cas de remplacement ou d'ajout de personnel, les profils et expériences équivalentes seront assurés.

Seules les candidatures répondant à ces niveaux de capacités seront examinées au regard des critères énoncés au présent article.

### **2.9.2 CRITERES OBJECTIFS DE LIMITATION DU NOMBRE DE CANDIDATS**

Le pouvoir adjudicateur procédera à une sélection des candidats au regard des critères suivants :

- 1/ Capacités économiques et financières du groupement – 10%
- 2/ Moyens techniques du candidats – 15%
- 3/ Moyens humains du groupement – 20%
- 4/ Compétences du groupement – 20%
- 5/ Qualité des références demandées – 35%

Les candidats sont classés en application des critères susvisés. Les 5 meilleurs candidats seront invités à soumissionner ou au dialogue dans les conditions fixées au présent règlement de la consultation. Les candidats non retenus seront informés conformément à l'article R.2181-3 du Code de la commande publique.



## ARTICLE 3. OFFRES

### 3.1 CRITERES ET JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres est effectué dans les conditions prévues aux articles R.2152-1 et suivants du Code de la commande publique.

Après élimination des offres inappropriées, et de celles qui demeurent irrégulières ou inacceptables, le marché public est attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, et de leur pondération :

Après élimination des offres inappropriées, et de celles qui demeurent irrégulières ou inacceptables, le marché public est attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, et de leur pondération :

	L01	L02	L03
<b>1. Critère « <i>Présentation de la démarche environnementale dans le cadre de l'exécution des travaux</i> »</b>	<b>10 points sur 100 points</b>		
<b>1. Critère « Prix »</b>	<b>40 points sur 100 points</b>		
<b>2. Critère « Valeur technique »</b>	<b>50 points sur 100 points</b>		
<b><u>Sous critère 1 : Moyens humains et matériel affectés à l'opération</u></b>	<b>40 % des points du critère</b>		
1.1 Composition et qualité du personnel de l'entreprise affecté aux études			
1.2 Composition et qualité du personnel de l'entreprise affecté aux travaux			
1.3 Pertinence et cohérence des moyens matériels affectés aux études et au chantier			
<b><u>Sous-critère 2 : Méthodologie et organisation du chantier</u></b>	<b>30% des points du critère</b>		
2.1 Organisation spatiale du chantier			
2.2 Pertinence du calendrier prévisionnel			
2.3 Méthodologie pour assurer la coordination et la synthèse			
2.4 Méthodologie détaillant les moyens envisagés pour exécuter les travaux afin de limiter au minimum les nuisances			
2.5 Présentation de la démarche environnementale dans le cadre de l'exécution des travaux			
<b><u>Sous-critère 3 : Qualité technique des prestations</u></b>	<b>30 % des points du critère</b>		
3.1 Méthodologie de mise en œuvre des travaux du Lot 1	30 %	0 pt	0 pt

	3.2 Méthodologie de réalisation des travaux du Lot 2	0 pt	30 %	0 pt
	3.3 Méthodologie de réalisation des travaux du Lot 3	0 pt	0 pt	30 %

### 3.2 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

---

Le délai de validité des offres est fixé à 9 mois à compter de la date limite de remise des offres. Si la date limite de réception des offres est reportée, le délai de validité des offres sera reporté d'autant.

### 3.3 VISITE DE SITE

---

Le maître d'ouvrage organisera une rencontre avec les candidats admis à remettre une offre sur le site, pendant le délai de consultation et sur une date imposée pour tous.

Ce visible sera unique, une visite complémentaire ne sera pas possible.

Les modalités seront précisées en phase offre.

A l'issue, de cette visite, les candidats reçoivent une attestation de visite signée par un personnel du MEAE.

### 3.4 CONFIDENTIALITE ET SECURITE DU SITE ET DES SYSTEMES D'INFORMATIONS

---

Le candidat s'engage à respecter les clauses de confidentialité et sécurité décrites dans le document « A1.4 --. 26009 – Engagement confidentialité et sécurité des systèmes d'informations ». Ce document sera adjoint au DCE au plus tard le 02/03/2026.

### 3.5 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

---

Les supports informatiques fournis par le Pouvoir Adjudicateur et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le titulaire du marché restent la propriété du Pouvoir Adjudicateur.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226.13 du code pénal). Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 06 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire du marché s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Les documents, supports et informations traitant du présent projet sont considérés comme « informations sensibles » et font l'objet de la mention de protection « Diffusion restreinte ».

Le titulaire du marché s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de sa prestation prévue au contrat, l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur est nécessaire ;
  - ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
  - ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
  - prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
  - prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent marché ;
- et en fin de marché :
- à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies,

ou à :

- restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au contrat.

A ce titre, le titulaire du marché ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur (les supports d'informations qui lui seront remis devront être traités sur le territoire français métropolitain).

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire du marché.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire du marché peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire du marché, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Préalablement à la remise du DCE phase offre, des engagements de responsabilité sur les clauses de sécurité des systèmes de l'information, de cybersécurité et de la protection secret devront être signés par les candidats (mandataires et co-traitants) retenus sur l'ensemble des lots.

### **3.6 JURIDICTION COMPETENTE**

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy 75781 Paris Cedex 04.